



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le **17 AVR. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



PROCHROME

2 RUE PASTEUR
77170 Brie-Comte-Robert

Références : E2023-0911
Code AIOT : 0006500206

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement PROCHROME implanté 2 rue Pasteur 77170 BRIE-COMTE-ROBERT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite aux travaux de dépollution réalisés en 2021-2022 suite à la cessation totale d'activité notifiée en 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCHROME
- 2 rue Pasteur 77170 BRIE-COMTE-ROBERT
- Code AIOT : 0006500206
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le site était soumis à Autorisation au titre des Installations Classées et bénéficiait de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2008 ; les installations étaient visées par les rubriques n°s 2565-2-a (revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro- abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, pour des procédés utilisant des liquides), 1111-2-b (emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques, dans le cas de substances et préparations liquides), 1131-2-b (emploi ou stockage de substances et préparations toxiques, dans le cas de substances et préparations liquides) et 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique).

Le site disposait de 3 bâtiments ; deux (les plus grands) regroupaient l'ensemble des activités de traitement de surfaces, le dernier (le plus petit) comprenait d'anciens ateliers, utilisés pour le stockage de matériel.

Le site disposait notamment de plusieurs cuves enterrées de 2 000 L de fioul domestique et d'une ancienne cuve semi-enterrée contenant du produit lessiviel.

En juillet 2018, un permis de démolir et un permis de construire ont été déposés pour la construction de logements ; ces permis ont été accordés respectivement en septembre 2020 et février 2021. L'Inspection des Installations Classées n'a pas été consultée pour ces permis.

La Société PROCHROME était locataire du terrain ; le terrain a par la suite été vendu.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- pollution des sols et des eaux,
- risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réhabilitation de sites pollués	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des travaux de dépollution ont été réalisés en 2021-2022. Lors de la présente visite d'inspection, les travaux de construction des immeubles d'habitations avec parking en sous-sol étaient en cours.

Le rapport de fin de travaux de dépollution pour ce site reste en cours d'instruction ; un rapport de l'Inspection des Installations Classées sera prochainement publié à ce sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réhabilitation de sites pollués

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p> <p>Constats : Le rapport relatif aux travaux de dépollution hors-site – rapport de fin de travaux, publié par le bureau d'études VEOLIA en février 2022 (et non en 2021 comme indiqué sur le rapport) a été transmis par courriel du 14 février 2022.</p> <p>Les travaux de dépollution ont débuté fin octobre 2021, et se sont terminés début janvier 2022. La détermination du devenir des terres a été effectuée en fonction des mailles définies dans le plan de gestion édité par le bureau d'études DEKRA de mars 2021, et non le plan du maillage du rapport publié par le bureau d'études GRS VALTECH en septembre 2021.</p> <p>Les terrassements ont été effectués « en laissant une bande de 3 m en haut de talus et les talus réalisés en 1/1, de façon à garantir une stabilité des talus lors des terrassements. » L'exploitant a indiqué que les terres concernées ont été évacuées par la suite à la demande du nouveau propriétaire du site.</p> <p>Au vu de certains murs en mitoyenneté, un blindage a été effectué afin de permettre un terrassement au plus près des murs d'enceinte tout en garantissant son intégrité. A cette fin, une bande de 50 cm a été laissée entre le mur et les panneaux, pour évacuer les terres polluées jusqu'à 3 m de profondeur. Des analyses de fonds de fouilles ont été réalisées pour ces 2 zones.</p> <p>Des analyses de bords (représentant une surface moyenne de 150 m²) et fonds (représentant une</p>

surface moyenne de 250 m²) de fouilles ont été réalisées lors des travaux de terrassement. Les polluants suivants ont été recherchés : CAV (composés aromatiques volatils), HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), PCB, hydrocarbures, mercure. Les résultats ont été comparés aux seuils de l'arrêté ministériel ISDI (Installation de Stockage des Déchets Inertes). Pour certains résultats, les concentrations se sont avérées supérieures aux valeurs de référence, nécessitant des travaux supplémentaires (30 cm), puis donnant lieu à de nouvelles analyses de fonds de fouille. Cela a été le cas pour 3 mailles (sur les 17 échantillons prélevés) pour la fraction soluble et les polluants sulfate et sélénium correspondant au total à 402 m² de fonds de fouille supplémentaires. Il en est de même pour 1 échantillon de bord de fouille (sur les 8 échantillons prélevés) pour le polluant chrome. Certains bords de fouille, considérés comme conformes au vu du plan de gestion, n'ont pas fait l'objet d'analyses.

Malgré le dépassement des seuils fixés par l'arrêté ministériel ISDI (permettant de définir la destination finale pour les terres polluées), certaines pollutions ont été maintenues en place.

Il est considéré que certaines zones ont été excavées au-delà des 3 m annoncés. Il est indiqué dans le rapport que 6 850,6 t de terres ont été évacuées du site vers des filières adaptées

Les piézomètres ont été retirés lors des travaux de dépollution. Une surveillance de la qualité des eaux souterraines a été abordée et fera l'objet d'un courrier préfectoral ultérieur.

L'Analyse des Risques Résiduels a été mise à jour en février 2022 suite aux travaux de dépollution, et transmise en février 2022, pour 2 sources de pollution :

- au-delà de 3 m de profondeur sur l'emprise du futur sous-sol,
- entre 0 et 4 m de profondeur (toit de la nappe) sur les zones non terrassées.

Dans les deux cas, les résultats sont considérés comme acceptables même s'ils sont parfois proches des valeurs de référence (1 et 10⁻⁵).

Dans ce rapport, il est indiqué que « le constructeur devra encore terrasser de 0,32 m » ; selon le courriel du 20 mars 2023 transmis, environ 23 000 t de terres supplémentaires ont été évacuées par le nouvel aménageur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

